

la nouvelle lettre

Directeur de la publication : Jacques GARELLO

Commission Paritaire : 0118 K 87909 - ISSN : 1951-4727
Dépot légal : à parution

N°1177 du 23 novembre 2013 | www.libres.org
1981-2013 | 32ème année de parution

Hebdomadaire 1,50€



SOMMAIRE DU N°1177

EDITORIAL : Persévérance pp. 1-2

CONJONCTURE : Euro fort ou France faible ? pp. 3

ACTUALITES : Une poussée d'Euroscepticisme p. 3 - La fiscalité mise à plat p. 4 - Hollande va gagner le match retour p. 5

PROPOSITIONS : p. 6-7

LU POUR VOUS : livres, articles et sites p. 8

Persévérance

« C'est par votre persévérance que vous obtiendrez la vie » (Luc, XXI, 5-21)

L'Évangile de dimanche dernier 17 novembre invitait à rappeler toutes les vertus de la persévérance. Le Christ ne cachait pas à ses disciples qu'ils auraient à connaître des guerres, des famines et des catastrophes naturelles, qu'ils seraient persécutés parce qu'ils affirmeraient leur foi, qu'ils seraient dénoncés par leurs plus proches et seraient condamnés à mort. Mais Il les rassurait aussi : à long terme, leur message serait compris et ils trouveraient tous les arguments pour persuader et convertir les autres.

Depuis vingt siècles la persévérance est la ligne chrétienne, porteuse de civilisation.

L'appel à la persévérance devrait être entendu dans une société où apparemment seul l'immédiat importe. Le « tout et tout de suite » est la maladie de nos temps, l'accélération du progrès technique et du développement économique y est pour beaucoup. Dans le domaine de la politique, les incantations du keynésianisme et le jeu démocratique frelaté ont privilégié le court terme. Rien ne semble tenir la distance : la famille se décompose, les opinions fluctuent, les vertus morales se délitent. Il n'est pas jusqu'à l'histoire que l'on travestit et que l'on adapte au goût du jour. Et si certains se réfugient dans le statu quo, c'est parce qu'ils ont perdu toute vision d'avenir et toute référence durable. La route n'est plus semée d'étoiles. >>

BULLETIN D'ABONNEMENT

- s'abonne à la formule postale pour 20 numéros (35 €) ou 40 numéros (60 €)
 s'abonne à la formule électronique (format PDF) pour 40 numéros (40 €)
 envoie une liste de personnes pour un service gratuit de 4 numéros dans le cadre de la formule postale ou électronique.

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de la SEFEL et de nous les faire parvenir à l'adresse suivante :

SEFEL chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4

M Mme Mlle NOM..... Prénom.....

Adresse

Code postal Ville..... Courriel

sefel

SOCIETE D'EDITION ET DE FORMATION ECONOMIE ET LIBERTE

Chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4 - Tél. : 01 43 80 55 18

www.libres.org

Persévérance (suite)

« Perseverare diabolicum » : certes la persévérance a son revers, on peut persévérer dans l'erreur. C'est bien ce qui explique la situation actuelle de la France. Depuis des décennies (j'ai quelque difficulté à choisir entre 1936, 1945, 1962, 1968) la marche au socialisme et au collectivisme a été permanente. Allant plus loin, depuis des siècles notre pays s'est enfermé dans l'étatisme et le jacobinisme, et c'est de cette tradition que viennent également la plupart de nos maux. La crise économique a été prolongée et aggravée parce que les puissants de ce monde ont persévéré dans l'économie dirigiste et protectionniste. En France, il se trouve encore une majorité d'intellectuels (dont certains font profession d'économistes) pour soutenir qu'il aurait fallu persévérer dans les déficits et dans les dettes.

“ Persévérer au lieu de parader ”

Cependant s'il est diabolique de persévérer, c'est parce que l'erreur est humaine. Le progrès personnel et universel auquel nous sommes promis n'est pas linéaire. L'évolution sociale, rappelait Hayek, est le fruit d'un processus d'essais et d'erreurs. L'homme est imparfait, faillible, mais sa raison l'éclaire (et sans doute la grâce) pour lui signaler les erreurs commises et reprendre le chemin de la dignité personnelle et de l'harmonie sociale.

Depuis plus d'un demi-siècle, j'ai incité les libéraux à persévérer dans la connaissance et la diffusion des idées de la liberté. Sans doute avons-nous fait parfois fausse route, et j'ai moi-même commis de nombreuses erreurs. Mais la vision d'une société de liberté et de responsabilité ne nous a jamais quittés, et j'ai poussé le soc de la charrue avec peine, les yeux fixés sur l'immédiat, sur le labour, mais en relevant régulièrement la tête pour vérifier que je tirais droit. Aujourd'hui, comme je vous l'expliquais la semaine dernière, le sol est rocailleux, mais je me fais un devoir de continuer, de persévérer. C'est dans les épreuves que nous puisons une force nouvelle, c'est bien ce qu'on appelle la persévérance.

Un exemple de la persévérance est curieusement donné par une autre lecture de dimanche dernier. Il s'agit de l'épître de Saint Paul aux Thésaloniciens : « [...] Dans la fatigue et dans la peine, nuit et jour, nous avons travaillé pour n'être à la charge d'aucun d'entre vous [...] Et quand nous étions chez vous, nous vous donnions cette consigne : si quelqu'un ne veut pas travailler, qu'il ne mange pas non plus. Or, nous apprenons que certains parmi vous vivent dans l'oisiveté, affaires sans rien faire. A ceux-là, nous adressons dans le Seigneur Jésus Christ cet ordre et cet appel : qu'ils travaillent dans le calme pour manger le pain qu'ils auront gagné ».

Cet extrait a tout d'abord le mérite de rappeler que le travail (entendons l'activité économique) a non seulement une dimension personnelle (ex-

pression de la créativité humaine, retombées bénéfiques de l'effort), mais aussi une dimension sociale : rendre service aux autres, ne pas être à leur charge. Mais cet extrait nous encourage aussi à lutter avec persévérance contre la redistribution arbitraire mise en place par l'Etat Providence. C'est avec obstination qu'il faut dénoncer l'oisiveté, et tout cet « affairisme » qui n'est pas du travail. C'est sans cesse qu'il nous faut plaider pour le lien entre production et rémunération, entre service et revenu, et en finir avec la subvention du parasitisme.

“ Dénoncer avec persévérance l'Etat Providence ”

Vous le voyez, je persévère : je reste fidèle à Adam Smith en professant que la richesse des nations vient de la division du travail ou, mieux encore, de l'échange de services (Bastiat).

Je reste aussi fidèle à la référence chrétienne que d'aucuns négligent ou détruisent, et je persévère dans l'idée qu'être libéral n'empêche pas d'être croyant. « Libéral et croyant » : c'était la devise de ce cher Raoul Audouin, qui nous a tant appris, qui a traduit en France avec talent et persévérance le message de Hayek et von Mises. « Point n'est besoin d'espérer pour entreprendre, ni de réussir pour persévérer » : la célèbre citation de Guillaume d'Orange est plus actuelle que jamais. Persévérons : la liberté vaincra.

Jacques Gareilo

EURO FORT OU FRANCE FAIBLE?

C'est ce que l'on appelle un « marronnier », un sujet qui fleurit régulièrement dans la presse et pour lequel on utilise toujours les mêmes arguments : le retour de l'euro fort menacerait la croissance, détruirait notre compétitivité et donc nos exportations, et serait une des sources de la déflation. Est-ce si sûr ? Et d'abord est-ce que l'euro est vraiment « trop fort » et si oui, pourquoi ? La réponse est peut-être complexe mais en tous cas, l'euro fort joue le rôle de bouc émissaire et permet de masquer nos faiblesses, particulièrement en France.

Fort, par rapport à quoi ?

Au mois d'octobre, il n'était question que de cela : l'euro est trop fort. « Le retour de l'euro vers ses plus hauts relance le débat sur sa trop forte vigueur » titrait Les Echos. « Le retour de l'euro fort pénalise la reprise économique en Europe » affirmait pour sa part Le Figaro. « Les marchés pressent la BCE d'agir contre l'euro fort et le risque de déflation » ajoutait Le Monde, entendu dès le lendemain par Monsieur Draghi : super Mario, devant le spectre de la déflation et pour relancer la croissance, s'empressait de baisser à nouveau les taux européens, dans l'espoir de favoriser un recul de l'euro.

Que signifie un euro fort ? Par rapport à quoi ? En général par rapport au dollar, ce qui, compte tenu de la place de la monnaie américaine, est important, mais il y a aussi la valeur de l'euro par rapport au Sterling, au Yen, au Yuan, au Franc Suisse etc. Lors de la création de l'euro, le 1er janvier 1999, il valait 1,17 dollar. Il a atteint son point le plus bas le 26 octobre 2000, à 0,82 dollar. Puis il a remonté, pour culminer à 1,60 le 15 juillet 2008 : la variation est forte, du simple au double. Depuis il fait du yoyo entre 1,20 et 1,40. Depuis un mois et demi, il a progressé puis baissé ensuite par la baisse des taux de la BCE.

Prix libre ou faux prix ?

L'expression euro « fort » n'a pas grand sens. On peut dire que le cours de l'euro a monté, ou baissé, par rapport à telle mon-

naie, mais on oublie un peu vite que le cours d'une monnaie n'est qu'un prix et que, sur un marché libre, le prix indique des raretés ; c'est un signal incitant les opérateurs à agir. Dire, ce qui est également à la mode, le prix des loyers est trop élevé n'a pas plus de sens : le prix monte parce que la demande de logement est forte et l'offre limitée par les réglementations qui pèsent sur les terrains et la construction. On peut trouver le prix excessif par rapport à son revenu, mais le prix est ce qu'il est et sa hausse est nécessaire pour corriger les déséquilibres.

Dans le cas des monnaies, le prix n'est pas un prix de marché libre. Ce devrait être le cas depuis le nouveau système monétaire international, entré en vigueur le 1er avril 1978, généralisant les changes flottants. Mais ce flottement est impur et certains pays ne se privent pas d'intervenir sur les marchés des changes pour manipuler les cours. Les banques centrales achètent ou vendent des devises sur ces marchés, manipulent les taux d'intérêt ou créent de la monnaie nationale.

Une bonne partie de l'instabilité des changes vient des Etats qui cherchent à manipuler ces taux de change. Les Japonais le font explicitement. Les Américains s'en défendent, mais font de même, à travers une création monétaire massive et un taux de refinancement quasi-nul. Les Chinois ont une monnaie non convertible, qu'ils maintiennent au plus bas niveau possible. Certains ont été jusqu'à parler de guerre des changes.

Pourquoi la tendance à la hausse ?

Il est donc possible qu'à certains moments les prix des monnaies soient de « faux prix », manipulés par les Etats. Mais si les Chinois, les Américains ou les Japonais ont sur nous une antériorité dans ces jeux malsains, la BCE, depuis l'arrivée de Mario Draghi, n'est pas en reste : elle a massivement créé de la monnaie, déformant son bilan, et manipulé les taux : ils étaient à 4,75% en septembre 2008, ils ont chuté à 1% en moins d'un an et viennent de baisser plusieurs fois ces derniers mois, le taux directeur tombant à 0,25%, ce qui n'a rien à envier aux taux américains. Or si tout le monde joue à la guerre des monnaies, ces actions se neutralisent largement.

Est-il surprenant que la tendance de fond, au-delà des mouvements erratiques, soit à la hausse de l'euro ? C'est une monnaie commune à 17 pays et c'est là tout le problème. La valeur de l'euro ne reflète pas la situation économique d'un pays, mais la situation moyenne de la zone. Or les excédents commerciaux allemands compensent les déficits d'autres pays, comme la France, et poussent l'euro vers le haut. L'inflation est faible dans la zone euro, ce qui joue dans le même sens. D'autres éléments expliquent les fluctuations et les moments de baisse, comme le poids de l'endettement public ou la faiblesse de la croissance. Il y a dans le prix des monnaies des éléments liés à la confiance, aux anticipations, etc. >>

Euro fort ou France faible ? (suite)

Plus l'incertitude est grande, plus les prix varient. Et une part importante des incertitudes tient aux manipulations incessantes des Etats.

Un bouc émissaire ?

Cela dit, prenons acte du fait que la tendance de ces derniers mois était plutôt haussière. Et l'on suggère une « dévaluation compétitive », terme qui n'a aucun sens en changes flottants, disons une baisse de la valeur de l'euro.

Les responsabilités qu'on impute à l'euro fort sont nombreuses. Il favoriserait la déflation, fantasme de nos apprentis sorciers. Il est vrai qu'une monnaie plus forte diminue les prix des produits importés (comme le pétrole) : tant mieux pour les clients. Mais la déflation n'est pas durable dans des économies noyées sous les liquidités (qui provoquent des bulles boursières spéculatives).

Nous craignons plutôt un retour de l'inflation, maladie mortelle, qui brouille les signaux émis par les prix.

L'euro fort est aussi accusé d'être la cause de notre déficit extérieur. Pourquoi l'Allemagne, avec le même euro, a-t-elle un excédent ? Elle a compris que la compétitivité n'était pas seulement une question de prix, mais aussi de qualité des produits. Nous fabriquons des biens de consommation à faible valeur ajoutée, concurrencés par les pays émergents à bas coûts, alors que l'Allemagne joue sur les biens d'équipement, pour lesquels la qualité est plus importante que le prix, même si elle a aussi fait de gros efforts pour maîtriser ses coûts. D'ailleurs la majorité de nos échanges se fait avec la zone euro, pour laquelle la valeur de la monnaie unique ne joue pas : ce sont donc bien nos faiblesses structurelles qui nous pénalisent. Il est également à rap-

peler que les exportations allemandes sont recherchées en dehors même de la zone euro, ce qui oblige les importateurs chinois, américains ou autres, à acheter...de l'euro !

En fait, le débat sur la valeur de l'euro masque l'essentiel. Ce qui explique la faiblesse de notre croissance, ce sont nos rigidités, notamment celles du marché du travail, l'omniprésence de l'Etat, le colbertisme, le refus des réformes. La valeur de l'euro joue peu et n'est pas la source de nos difficultés. L'existence d'une monnaie unique pour 17 pays aussi différents est en soi un problème ; les rédacteurs de cette Lettre avaient, à l'époque, expliqué pourquoi il ne fallait pas s'embarquer dans cette aventure. Il est vrai aussi que, maintenant, descendre de l'avion en plein vol est nettement plus périlleux ; c'est avant d'y monter qu'il fallait réfléchir.

Jean Yves NAUDET

Une poussée d'Euroscepticisme

Bruxelles : l'incompétence masquée par l'omniprésence

La cote de Bruxelles n'est pas à la hausse. Il y a d'abord les ultra-nationalistes protectionnistes qui veulent rompre avec la mondialisation et le libre échange. Il y a ensuite les souverainistes qui trouvent que Bruxelles en fait trop. Il y a enfin les Européistes qui trouvent que Bruxelles n'en fait pas assez.

Une étude récente de l'institut américain German Marshall Fund observe un durcissement des positions contre l'Union. Aux Pays Bas, une note du Parlement indique que « *le temps d'une union plus étroite est révolu* ». Angela Merkel a déclaré « *Nous ne sommes pas obligés de tout faire à Bruxelles* ». En Pologne, le peuple est remonté contre la Cour Européenne de Justice qui a prétendu légaliser la fécondation in

vitro, mesure rejetée par le Parlement polonais. Des sondages réalisés par l'agence Pew révèlent qu'un tiers seulement des Européens pensent que l'Union a renforcé l'économie européenne.

L'Euroscepticisme s'explique doublement : échec de la politique macro-économique, inflation et invasion d'une réglementation dirigiste. Politique monétaire ? La défense de l'euro par tous les moyens a abouti à pénaliser les pays vertueux et l'arrivée de Mario Draghi à la tête de la BCE a permis de fabriquer de la fausse monnaie pour alléger la charge des dettes souveraines. Politique budgétaire ? La « règle d'or », adoptée en juin 2012, n'est pas respectée.

Mais plus l'Union échouait dans

son dirigisme économique, plus elle se déchaînait dans son ingénierie réglementaire, prétendant tout contrôler, tout réguler : la finance, le travail, l'environnement, et finalement la sphère privée.

L'Union Européenne est la copie conforme des Etats socialistes : l'incompétence masquée par l'omniprésence. Voilà ce qu'il en coûte de faire le choix d'une Europe politique, d'une Europe puissance, au lieu d'une Europe espace, zone de libre circulation et de libre échange, qui mettrait les Etats en concurrence, permettrait de transformer les enfers fiscaux en paradis, d'aligner les réglementations sur les plus légères, de réduire le secteur public à son minimum. Ce choix sera-t-il reconsidéré lors de prochaines élections ?

La fiscalité mise à plat

Annonce prometteuse d'une réforme sans précédent

Pour l'instant ce sont les contribuables qui sont à plat. La révolte fiscale prend des formes diverses, obéit à des intérêts parfois contradictoires, mais tous les Français (plus de 70%) souhaitent voir alléger le poids des prélèvements obligatoires (48% du PIB). On se plaît à entendre des airs nouveaux dans les médias. «Trop d'impôts tuent l'impôt» n'est plus une citation réservée aux ultra-libéraux qui évoquent l'effet Laffer, c'est en passe de devenir un slogan sur TF1. Les députés eux-mêmes tablent sur une collecte d'impôts inférieure de près de 12 milliards à ce que l'on attendait. Certains, comme les chefs d'entreprises, ont même la lucidité de mettre impôts et cotisations sociales dans le même sac.

Le Premier Ministre, dans son interview aux Echos, a également surpris en affirmant que la priorité n'était plus à la hausse des

impôts, mais à la baisse des dépenses publiques. La prochaine étape serait-elle la remise en cause de l'Etat Providence ?

Hélas, dans l'immédiat, on peut en douter. L'affaire est mal engagée, car Jean Marc Ayrault entend se concerter avec les « partenaires sociaux » et les parlementaires. Or, ni les uns ni les autres ne représentent les contribuables, tous évoluent dans la sphère de la société politique et non de la société civile. D'autre part, les idées « dans l'air » sont la fusion de la CSG et de l'Impôt sur le revenu, ou encore la TVA sociale et à taux accru, ou enfin quelque invention géniale de Bercy que l'on sortira au dernier moment. Enfin, le Premier Ministre promet la stabilité fiscale, en effet malmenée depuis des années, mais Michel Rocard disait de même en 1991 quand il a inventé la CSG, dont le taux est passé de 1 à 10%.

La réforme fiscale libérale, qui a fait ses preuves partout, obéit à quelques principes simples :

- Mettre fin à la progressivité (en instaurant la taxe à taux unique ou « flat tax »)
- Supprimer toute taxation sur l'épargne et le patrimoine
- Soumettre tout prélèvement obligatoire nouveau à un referendum fiscal
- Enfin, réduire la sphère de l'Etat à ses seules attributions régaliennes, seul moyen de diminuer les dépenses publiques.

Nous nous rendrons volontiers à l'invitation de Jean Marc Ayrault pour lui indiquer comment mettre en œuvre ces principes. La réforme sera-t-elle sans suite ou sans précédent ? •

Hollande va gagner le match retour

Récupération « adroite » de la victoire des footballeurs français

Cette semaine a été marquée dans les médias par la victoire de l'équipe de France de football contre l'Ukraine. Une victoire saluée avec d'autant plus d'enthousiasme qu'elle était inattendue, et précédée d'une campagne de dénigrement des joueurs, de l'entraîneur, de la Ligue, etc.

Dans son interview télévisée réalisée à chaud, François Hollande s'est empressé de transposer l'affaire du football à la politique : en dépit de toutes les critiques adressées au pouvoir en place, l'équipe dirigeante va gagner le match retour. Jusqu'à

présent, le gouvernement a été mauvais, mais sans aucun doute va-t-il l'emporter dans les prochains mois. Vincent Peillon en a rajouté une couche le lendemain (Télématin) en défendant la réforme des rythmes scolaires : au lieu de la critiquer systématiquement, il vaudrait mieux se serrer les coudes pour la faire aboutir. La France ne réussit que lorsqu'elle est unie. Tous unis derrière nos gouvernants ! Si nous faisons bloc derrière l'équipe dirigeante, nous devrions réussir, car l'équipe n'est pas aussi nulle qu'on le dit, et la réforme n'est pas aussi stupide qu'il y paraît (rappelons au passage que les rythmes sco-

laires seraient d'autant mieux organisés et acceptés que les établissements seraient autonomes et concurrentiels - une hypothèse impensable pour l'Education Nationale).

Certes, on peut toujours rêver : des réformes libérales ont été réalisées par des gouvernements de gauche, tant au Canada qu'en Australie, Nouvelle Zélande ou Suède. Comme du temps de Napoléon III à l'Empire autoritaire pourrait succéder l'Empire libéral. Nous serions les premiers à nous en réjouir et à conseiller des socialistes ayant abjuré leur foi. •

Propositions

Succès en vue, merci

La semaine dernière j'ai fait appel à votre soutien pour combler le « déficit libéral ».

Il est évidemment trop tôt pour mesurer le niveau de votre engagement et de votre générosité. Mais les premiers signes sont encourageants.

En moins de trois jours, ce qui a été versé dans l'escarcelle de la Nouvelle Lettre et de l'ALEPS représente le coût d'un numéro traditionnel de la Nouvelle Lettre. Tout aussi important : plusieurs listes de personnes à joindre pour leur faire connaître notre Lettre ont été adressées. Enfin, et non le moindre : plusieurs envois ont été accompagnés de messages d'encouragement personnel et de témoignages d'amitié qui m'ont vraiment touché.

Il est évidemment trop tôt pour avoir une estimation raisonnable des soutiens recueillis.

Du reste, beaucoup d'entre vous n'ont reçu la Lettre que mercredi ou jeudi: la météo et La Poste obligeant. Mais je sais qu'ils se préparent à apporter leur écot, peut-être les chèques ou virements sont-ils déjà partis. Je vous tiendrai informés du baromètre libéral.

Que tous soient sincèrement remerciés, nous allons sans doute ouvrir un nouveau chapitre de la longue vie de la Nouvelle Lettre. Nous allons aussi apporter la preuve de ce que la société civile est capable de faire, avec pour seules armes la foi et la raison. Nous allons encore fournir les arguments pour convaincre autour de nous, pour amener au libéralisme ceux qui ne le connaissent pas, pour sauver une société malade du socialisme et reconstruire une nation autour de la liberté, de la responsabilité et de la dignité des personnes.

Jacques Garelo

Je vous ai fait la semaine dernière un certain nombre de propositions. Permettez moi de vous les rappeler in extenso.

1. Elargir le cercle de nos abonnés

C'est évidemment la sortie « par le haut ». Objectif : tripler au moins le nombre des abonnés, que chaque abonné actuel entraîne deux nouveaux. Moyen : multiplier le nombre d'abonnés électroniques pour pouvoir financer la reprise de la Nouvelle Lettre papier. Pouvez-vous :

Nous indiquer au moins dix personnes susceptibles de s'abonner à la Nouvelle Lettre électronique (expédiée au format pdf sur leur boîte e-mail pour la somme de 40€) à la suite de l'envoi gratuit et nous adresser leur adresse e-mail ?

Adresser votre liste par courrier postal à la SEFEL ou par courriel via le site <http://www.libres.org/> en cliquant sur l'onglet Contact.

Offrir des abonnements et nous indiquer les adresses postales et/ou les courriels des bénéficiaires ?

Adresser votre liste et le chèque correspondant à la SEFEL.

Souscrire des abonnements de soutien ?

Adresser votre chèque à la SEFEL chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4.

Pour la formule électronique cette proposition est faite sans prescription de délai. Pour l'abonnement papier, elle n'est valable que pour les quatre numéros restants d'ici la fin de l'année après quoi il sera transformé en abonnement électronique.

2. Modifier votre abonnement

Le passage à la formule électronique sera inéluctable à partir de janvier 2014. Mais le chemin de retour ne sera pas long, je l'es-

père. Plusieurs options vous sont offertes :

Convertir purement et simplement votre abonnement papier (60 euros) en un abonnement électronique (40 euros) et vous ouvrir un crédit de numéros électroniques correspondant à la différence.

Indiquez bien l'adresse internet à laquelle vous souhaitez recevoir la Nouvelle Lettre dans l'onglet contact de <http://www.libres.org/> (en haut à droite de l'écran) ou en nous écrivant à SEFEL chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4.

Renoncer au passage de la formule papier à la formule électronique en annulant purement et simplement votre abonnement à la Nouvelle Lettre

et recevoir le remboursement des numéros non encore reçus depuis le dernier abonnement,

ou renoncer à un remboursement, ce qui équivaut à un don.

3. Faire un don exceptionnel à l'ALEPS

Par chèque à l'ordre de l'ALEPS, à nous adresser par courrier à SEFEL chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4.

Par virement électronique si vous avez un compte paypal, en tapant l'adresse <http://www.libres.org/> puis en cliquant sur l'onglet don.

Il y a un avantage à faire un don à travers l'ALEPS : un reçu fiscal vous sera adressé et vous don-nera droit à une réduction d'im-pôt de 66% de la somme versée.

Afin d'éclairer ces propositions, je répons aux questions déjà soulevées par certains d'entre vous par courrier, courriel ou téléphone depuis la semaine dernière.

Quand pensez-vous revenir à la Nouvelle Lettre sur papier ?

Cela va dépendre des résultats de la campagne actuelle, de la croissance des abonnés et des soutiens financiers. Mais la seule annonce d'un changement dans la Nouvelle Lettre a provoqué un grand nombre de réactions positives, et des pourparlers sont en cours pour un retour au papier avec une diffusion très élargie.

Pourquoi ne pas changer la fréquence de la Nouvelle Lettre ?

Parce que la Nouvelle Lettre colle à l'actualité pour la passer au cri-ble de la pensée libérale. Ce qui est envisageable est de doubler la version électronique d'une ver-sion papier sous forme de revue trimestrielle qui commenterait avec le recul nécessaire les évé-nements des semaines écoulées.

4. Organiser des Forums de la Liberté

L'expérience l'a prouvé : en moyenne 1 forum = 20 abonnés.

En dehors de cet intérêt financier, les forums étendent le réseau libé-ral et la boule de neige peut gros-sir en dévalant la pente. N'oubliez pas que les forums reposent sur l'initiative locale de quelques libé-raux désireux de faire du prosély-tisme. L'ALEPS n'est là que pour les accompagner par de la docu-mentation (souvent gratuite) et par l'entremise avec des conféren-ciers.

Garderez-vous le contenu actuel de la Nouvelle Lettre dans la ver-sion électronique ?

Oui, pour l'essentiel. Le dessin de Sabine Nourrit sera toujours là. D'ailleurs la version électronique va permettre d'avoir une présen-tation en couleur trop onéreuse sur papier.

Pourquoi ne pas avoir augmenté le prix de l'abonnement pour revenir à l'équilibre ?

C'est en effet une possibilité qui a été discutée. Nous ne l'avons pas retenue, parce qu'il aurait fallu au minimum doubler le prix pour atteindre l'équilibre. Combien d'abonnés nous auraient suivis avec des prix de 120 euros (papier) ou 80 euros (électro-nique) ? Beaucoup de nos amis nous ont quittés depuis deux ans pour de simples raisons de coûts.

L'effet Laffer joue aussi en la matière : les hauts taux tuent les totaux. Aujourd'hui ceux qui le peuvent sont amenés à concourir à l'équilibre en élargissant le nombre des abonnés ou en fai-sant un don à l'ALEPS.

Prenez contact à travers le site www.libres.org (onglet contact) ou en écrivant à SEFEL Chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4.

Contacts et Informations :

Par courrier à ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4

Par mail dans l'onglet contact de <http://www.libres.org/> (en haut à droite de l'écran)

Par téléphone auprès de notre bureau aixois au 04 42 90 85 27

Comment la Nouvelle Lettre électronique va-t-elle nous par-venir ?

Le premier avantage de l'électro-nique, c'est que vous la recevez le jour même de l'édition, alors que par la poste vous ne l'avez que le mercredi ou le jeudi sui-vant la date de parution. Techni-quement, vous pourrez la rece-voir soit sur votre boîte mail directement, soit en consultant le site www.libres.org avec un code d'accès qui vous sera donné ; le choix entre ces deux procédures n'a pas encore été fait.

Pourquoi le « déficit libéral » ?

Je m'en suis expliqué dans le dernier éditorial. Entre la redé-couverte du libéralisme et la res-tauration financière il y a un temps de latence. Beaucoup de mécènes potentiels attendent de voir où l'on va. Aujourd'hui il n'y a plus rien à voir, c'est l'échec glo-bal d'une classe politique qui s'est enferrée dans le socialisme et l'étatisme. La seule alternative est libérale. Le plus tôt sera le mieux, mais nous pouvons, comme disait Marx, « accélérer le cours de l'histoire ».

L'invitation à un dîner-débat est lancée par le CEREL (Centre d'Etudes et de Recherches Economie et Libertés) et le Cercle Frédéric Bastiat

**Vendredi 29 novembre à 20h30
(accueil à partir de 19 h30)**

sur le bateau ROYAL GARONNE

« Comment sauver vos retraites »

**Forum autour de
Jacques GARELLO**

qui présentera en avant-première son dernier ouvrage (publié dans la collection LIBRÉCHANGE).

La participation est fixée à 30 euros (étudiants 20 euros). Adresser votre inscription au plus tôt à CEREL/CFB

1, rue Achard 33300 Bordeaux,
harmoeco@hotmail.fr

06 11 89 22 23 / 06 21 09 36 07
ou Royal Garonne, Quai de Queyries,
33100 Bordeaux,

contact@royal-garonne.com

05 56 40 33 58 / 06 61 85 38 65



**ANTHROPOLOGIE DU
FÉDÉRALISME ET THÉORIE DE
LA FÉDÉRATION**

**à l'Institut de France,
23 quai Conti, Paris (VI)**

Mardi 10 décembre, 17h30-19h

Pour quelles raisons l'Europe institutionnelle d'aujourd'hui semble-t-elle inspirée bien davantage par le courant technocratique ? Pour l'Europe comme pour la France, il est urgent de ré-explorer une vieille idée qui a de l'avenir...

Chantal DELSOL, Professeur de philosophie à l'Université Paris-Est, membre de l'Institut

Georges-Henri POUSSOU, Professeur émérite d'histoire contemporaine à l'Université Paris IV Sorbonne, membre de l'Institut.

Inscriptions sur le site
www.institut-thomas-more

JEAN-PHILIPPE DELSOL
**POURQUOI JE VAIS
QUITTER
LA FRANCE**



Pourquoi je vais quitter la France

Jean Philippe Delsol

L'exil fiscal a fait couler beaucoup d'encre. Mais qui pourrait en parler mieux qu'un avocat fiscaliste à la tête d'un cabinet de 80 membres dont l'activité principale est de conseiller ceux qui cherchent une « optimisation fiscale » ? Maître Jean Philippe Delsol, administrateur de l'ALEPS et de l'IREF, avait non seulement la compétence

et les témoignages voulus pour donner des informations sincères et inédites, mais aussi le recul juridique et philosophique nécessaire pour expliquer le phénomène et juger si oui ou non la France est un enfer fiscal et les exilés d'infâmes égoïstes trahissant la patrie.

L'auteur part du vécu d'un entrepreneur de PME qui vient de dépasser la cinquantaine, qui a bien mené ses affaires, constitué un patrimoine familial confortable, et auquel on demande non seulement de payer plus d'impôts, mais aussi de mettre en danger son entreprise, de se dépouiller d'une partie de son capital et de se soumettre au harcèlement des déclarations, aux contrôles bureaucratiques et à la pression irresponsable des syndicats.

Vous trouverez dans cet ouvrage des informations techniques complètes (mais intelligibles) sur l'exil fiscal. Plusieurs cas vécus sont narrés. Les exilés fiscaux ne sont pas des nababs, mais des entrepreneurs de plus en plus jeunes. Leur motivation est moins de frauder le fisc que de pouvoir réussir leurs projets et d'en garder le bénéfice, pour eux et leur famille. L'Etat français, par ses impôts, mais aussi par sa réglementation, empêche les talents de s'exprimer et pratique un racket systématique et impuni. C'est le triomphe des « enrayeurs », comme disait Bastiat, dont Jean Philippe Delsol reprend quelques extraits savoureux. Il ne fait aucun doute que l'arbitraire fiscal tue la croissance, l'emploi et la compétitivité des entreprises.

L'histoire du droit et la philosophie politique occupent une grande place dans ce livre, qui a le mérite de ne pas en rester au constat mais d'explorer en profondeur les causes de l'exil. En France, on ne vit plus en état de droit, on multiplie les privilèges catégoriels, on se livre à une chasse éhontée des entrepreneurs et des « riches ». Le capital financier fuit notre pays, mais aussi le capital humain. Alors, « je vais quitter la France » dit notre entrepreneur. Pour aller où ? Une partie du livre parle du sort fiscal qui attend les gens et les entreprises au Royaume Uni d'abord (rappelons que c'est avec l'Allemagne la première destination des jeunes émigrés), puis en Suisse. Il ne s'agit pas de nations vouées à l'argent, mais de démocraties véritables qui respectent les droits individuels, à commencer par le droit de propriété.

Dire la vérité, donner des analyses étayées par une approche scientifique et une vaste culture, proposer des réformes concrètes et éprouvées : c'est ce que l'on trouve dans cet ouvrage au style clair et élégant, allant des histoires vraies aux vérités historiques. On peut en remercier l'auteur et passer commande chez son libraire.

Jacques Garelló

Jean Philippe Delsol, Pourquoi je vais quitter la France, histoires vraies d'exilés fiscaux, Tatamis éd., 2013.